

DOCTRINE

p. 593

ERIC SOMERS : « L'évaluation des demandes de « régularisation » (art. 9bis de la loi sur le séjour) selon les critères de l'instruction du 19 juillet 2009 après la jurisprudence du Conseil d'Etat : rien ne va plus ? » p. 593

JURISPRUDENCE

p. 609

CE, n° 225.445 – 12 novembre 2013

p. 609

DA togolais – Rapport LTDH – Anciens DA rapatriés – Pratique systématique de mauvais traitements – Groupe cible – Pas de nécessité d'individualisation – Cassation.

CE, n° 10.070 – 19 novembre 2013, **observations de Morgane Vander Borgh**, « Séparation de fait et retrait de séjour du conjoint de Belge » p. 611

Regroupement familial – Conjoint de Belge – Défaut d'installation commune – Pas d'extrapolation de l'article 42ter à l'article 42quater – Inadmissible.

CE, n° 225.523 – 19 novembre 2013, **observations de Gaëlle Aussems et Marie-Belle Hiernaux**, « Article 9ter et risque vital : l'interprétation schizophrénique du Conseil d'Etat » p. 616

Autorisation de séjour – Maladie grave – Art. 9ter – Art. 3, CEDH – Pas de champ d'application distinct pour 9ter – Cassation.

CE, n° 225.524 – 19 novembre 2013,

p. 627

Asile – Refus CGRA – 1^{er} OQT – Annexe 13quinquies – 2^e OQT – De l'intérêt à agir – Autorisation de séjour postérieure – Retrait implicite de l'OQT – Défaut d'intérêt – Rejet.

RvS (14^{ste} kam.), n° 225.633 – 28 novembre 2013, **note**

p. 630

Autorisation de séjour – Maladie grave – Art. 9ter – Art. 3, CEDH – Loi Belge – Seuil de gravité moins élevé – Deux hypothèses visées par l'article 9ter – Portée plus large – Rejet.

CE, n° 225.857 – 17 décembre 2013,

p. 635

Regroupement familial – Ascendant de Belge – Loi applicable après annulation – Principe de non rétroactivité des actes administratifs – Application de la loi nouvelle – Rejet.

CT Bruxelles, n° 2012/AB/299 – 23 octobre 2013,

p. 636

Aide sociale – RIS – Citoyenne européenne – Condition relative au séjour – Charge déraisonnable pour le système d'aide sociale – Absence d'automatisme du retrait du séjour – Art. 159, Const. – Compétence discrétionnaire de l'OE – Octroi.

CT Bruxelles, n° 2011/AB/932 – 25 octobre 2013,

p. 642

Aide sociale – Demande d'autorisation de séjour 9ter – Refus – Question du droit à l'AS pendant le recours – Statut de protection subsidiaire – Questions préjudicielles CJUE.

CCE, n° 112.400 – 21 octobre 2013,

p. 649

DA burundais – Enfant soldat – Art. 57/7bis et 57/7ter – Bénéfice du doute – Opinion politiques imputées – Art. 1^{er}, F, a), Convention de Genève – Actes accomplis sous la contrainte – Réfugié.

CCE, n° 112.582 – 23 octobre 2013,

p. 654

2^e DA (Rep. Centrafricaine) – Absence de crédibilité des déclarations – Absence de la force probante des documents – Statut réfugié non accordé – Conflit armé interne – Protection subsidiaire.

CCE, n° 112.643 – 24 octobre 2013, **note**

p. 660

DA rwandais – Réfugié reconnu en Afrique du Sud – Premier pays d’asile – Nouvel art. 48/5, §4 – Absence de protection réelle non démontrée – Insuffisance d’éléments concrets sur un refus d’entrée – Bénéfice du doute inapplicable – Rejet.

CCE, n° 114.149 – 21 novembre 2013, **observations d’Isabelle Doyen**, « **CCE, n° 114.149, 21 novembre 2013, et CCE, n° 112.643, 24 octobre 2013 : deux applications de la nouvelle notion en droit belge de « premier pays d’asile »** » p. 664

Asile – Réfugiés rwandais reconnus en Zambie – Premier pays d’asile – Art. 48/5, §4 – Absence de probabilité de réadmission – Absence de protection réelle – Réfugiés.

CCE, n° 114.693 – 29 novembre 2013,

p. 671

Autorisation de séjour – Art. 9ter – Refus de prolongation – Absence de vérification du changement radical et non temporaire – Annulation.

CCE, n° 116.000 – 19 décembre 2013,

p. 675

Regroupement familial – Article 40ter L. 15/12/80 – Refus de séjour annexe 20 avec OQT – Délivrance d’OQT facultative – Actes administratifs distincts – Annulation de l’OQT.

CCE, n° 116.003 – 19 décembre 2013,

p. 678

DA somalien – Annexe 13quinquies – Recours CCE – Exception d’irrecevabilité – Compétence liée – Pas d’obligation de prendre une décision de retour si risque de violation des articles 3 et 8 CEDH – Article 74/13 – Pas d’automaticité – Pouvoir d’appréciation – Exception rejetée.

JURISPRUDENCE EN BREF

P. 681

DROIT EUROPÉEN

P. 701

- CEDH, N.K c. France, 19 décembre 2013, n° C-7974/11 p. 701
- CJUE, Minister voor Immigratie en Asiel c. X (C-199/12), Y (C-200/12), et Z c. Minister voor Immigratie en Asiel (C-201/12), (en présence de Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen (C 199/12 à C-201/12), 7 novembre 2013, n° C 199/12 à C 201/12 (affaire jointes) p. 705
- CJUE, Bundesrepublik Deutschland c. Kaveh Puid, 14 novembre 2013, no C - 4/11 p. 710
- CJUE, Shamsi Abdullahi c. Bundesasylamt, 10 décembre 2013, C-394/12 p. 712

PUBLICATIONS

P. 717

LÉGISLATION

P. 725